

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE

se rapportant au :

**Marché public de conception-réalisation à tranches du relogement provisoire
du Palais de Justice de Perpignan (66)**

REGLEMENT DE CONSULTATION

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

31 MARS 2025 AVANT 12H00

Article 1. Objet de la consultation

1.1 Objet du marché

Le présent marché porte sur la réalisation d'une mission de contrôle technique (C.T.) réalisée dans les conditions de l'article L125-1 du Code de la construction et de l'habitation.

La mission du contrôleur technique porte sur l'analyse des offres, la conception, l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement et pendant la dépose des modulaires et remise en état du site (tranches optionnelles 1 et 2) du marché de conception, réalisation du relogement provisoire du Tribunal Judiciaire de Perpignan (66).

1.2 Contenu de la mission

Les interventions confiées au contrôleur technique concernent :

- une mission de base dont les éléments constitutifs sont les suivants :
 - mission L, portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables,
 - mission S, portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions ;
- des missions complémentaires dont les éléments portent sur la conception et réalisation des ouvrages de traitement des eaux résiduaires :
 - mission LE, portant sur la solidité des existants
 - mission PS, portant sur la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme,
 - mission P1, relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés,
 - mission F, relative au fonctionnement des installations,
 - mission Ph, relative à l'isolation acoustique des bâtiments,
 - mission Th, relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie,
 - mission Hand, relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées et à la délivrance de l'attestation de prise en compte des règles concernant l'accessibilité,
 - mission ATT Hand, relative à la vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées en fin de travaux (délivrance de l'attestation)
 - mission Av, relative à la stabilité des avoisinants,
 - mission GTB, relative à la gestion technique du bâtiment,
 - mission ENV, relative à l'environnement,
 - mission HYS, relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments,
 - mission CO, de coordination des missions de contrôle,
 - mission HS, relative au contrôle des éléments de construction fabriqués hors-site comprenant notamment des contrôles en usine sur les ouvrages, parties d'ouvrage ou éléments d'équipement destinés à être incorporés dans la construction,
 - mission d'assistance à la Maîtrise d'ouvrage à l'analyse des propositions initiales remises par les candidats au concours de conception-réalisation (au nombre de 4), puis d'assistance lors des ateliers de dialogue avec les candidats, puis d'analyse des offres finales, et enfin d'assistance à la maîtrise d'ouvrage lors de la mise à point du projet, selon le périmètre intégral des missions confiées au titulaire dans le présent CCP,
 - mission PV, relative au récolement et à l'examen des procès-verbaux des essais effectués sur les installations techniques, avant la réception, telle que décrite dans le document technique COPREC construction n°1 d'octobre 1998,

- mission ATT-RT, relative à l'attestation thermique,
- mission CABL, relative à la vérification des précâblages informatiques et téléphoniques par rapport aux spécifications contractuelles,
- mission VIEL, relative à la vérification initiale des installations électriques au titre du code du travail,
- mission CONSUEL, relative à la vérification de la conformité des installations électriques avant mise sous tension,
- mission ASC de vérification réglementaire à la mise ou remise en service des ascenseurs,
- mission d'évaluation de la conformité – vérification de l'installation des portes et portails sur les lieux de travail.
- mission PORT relative à l'évaluation de la conformité et à la vérification de l'installation des portes et portails sur les lieux de travail
- mission DEM, relative à la stabilité des avoisinants en cas de démolition ou démontage des ouvrages existants.

Relèvent notamment de la mission du Contrôleur Technique :

- les dispositions constructives relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique, dispositifs d'alarme et d'alerte, comportement au feu des matériaux et éléments de construction ; isolement ; desserte des services de secours ; cloisonnement et dégagements sorties de secours ; dispositifs d'alarme et d'alerte ; équipements de désenfumage naturel ;
- les installations électriques (MT, BT, courants faibles) ;
- les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air, réfrigération, et équipements de désenfumage mécanique ;
- les conduits de fumée ;
- les ponts-roulants, ponts-élévateurs, chaînes ; tout moyen de manutention ;
- les installations de fluides divers et notamment le positionnement des disconnecteurs,
- les dispositions de construction concernant la protection contre les rayonnements ionisants ;
- les garde-corps ;
- le contrôle de fonctionnement des dispositifs réglementaires de sécurité.

En précision de ce qui a été annoncé précédemment, le Contrôleur Technique devra notamment vérifier l'application des dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sécurité des personnes pour les équipements l'ensemble des charpentes supports, passerelles, escaliers, échelles, ...

1.3 Caractéristiques du marché de travaux

Les travaux sont traités par le biais d'un marché global sectoriel à tranches de conception, réalisation et aménagement du palais de justice provisoire de PERPIGNAN (66), ainsi qu'à terme, en tranches optionnelles, la dépose, l'évacuation de l'ouvrage et la remise en état du site. Il comporte une tranche ferme et deux tranches optionnelles.

A titre indicatif, sans que cela n'engage le maître d'ouvrage, le montant estimatif des travaux est de 14,08M € HT en date de valeur de mars 2024, toutes tranches confondues.

Article 2. Conditions de la consultation

2.1 Mode de passation

Il s'agit d'un marché passé selon une procédure adaptée, en application des articles R. 2123-1 à R. 2123-6 du Code de la commande publique.

2.2 Durée du marché et délais d'exécution

La durée globale de l'opération estimée est fixée à l'article 6 de l'acte d'engagement.

Au sein de ce délai, l'élaboration de documents, ou d'examen par le titulaire de documents d'études qui lui seront remis sont soumis à des délais spécifiques, figurant à l'article 8.3 du CCP.

2.3 Tranche

Le présent marché est découpé en tranches tel que suit :

➔ Tranche ferme :

La tranche ferme couvre l'analyse des offres, la conception, l'exécution des ouvrages, ainsi que la période de garantie de parfait achèvement dans le cadre du marché de conception-réalisation du relogement provisoire du Tribunal Judiciaire de Perpignan. Les missions du contrôleur technique pour cette tranche incluent les missions de base et les missions complémentaires mentionnées à [l'article 2.2](#) du CCP (tranche qui correspond à la TF du marché de conception-réalisation)..

➔ Tranche optionnelle 1 :

La tranche optionnelle 1 consiste en une mission de contrôle technique dans le cadre des travaux de démontage du bâtiment modulaire (tranche qui correspond à la TO1 du marché de conception-réalisation).

➔ Tranche optionnelle 2 :

La tranche optionnelle 2 consiste en une mission de contrôle technique durant les travaux de remise en état du site (tranche qui correspond à la TO2 du marché de conception-réalisation).

2.4 Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti car il ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

2.5 Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestation similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

2.6 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Pas de variante imposée. La présentation de variante libre n'est pas autorisée.

2.7 Lieu d'exécution

Les prestations s'effectueront pour l'essentiel à Perpignan (66), à l'usine de production des modulaires (lieu non connu au moment de la passation du présent marché) et en partie au Kremlin-Bicêtre dans les locaux de l'APIJ.

2.8 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent Règlement de Consultation.

2.9 Forme Groupement attributaire

La consultation est ouverte :

- aux prestataires individuels susceptibles d'exécuter les prestations par leurs moyens propres,
- aux groupements conjoints avec mandataire solidaire ;
- aux groupements solidaires.

Il est interdit au candidat de présenter plusieurs candidatures à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Il est également interdit au candidat de se présenter en qualité de membre de plusieurs groupements.

Forme que devra revêtir le groupement attributaire du marché :

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus, et ce afin de prévenir les conséquences de la défaillance d'un des membres du groupement.

2.10 Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours ouvrés avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.11 Connaissance des lieux, visite de site

Sans objet. Pas de visite de site prévue dans le cadre de la consultation.

Article 3. Pièces constitutives du dossier de consultation

Les pièces constitutives du dossier de consultation sont les suivantes :

- Le présent **Règlement de Consultation (RC)** et ses deux annexes :
 - Annexe 1 : Cadre de réponse de candidatures
 - Annexe 2 : Cadre de réponse de temps passés
- **L'Acte d'engagement (AE)** et ses annexes
 - Annexe 1 : Relative aux personnes physiques responsables par éléments de mission au sens du CCTG – contrôle technique
 - Annexe 2 : Formulaire d'agrément des sous-traitants
- Le cadre de la **Décomposition du Prix et Global et Forfaitaire (DPGF)**
- Le **Cahier des Clauses Particulières (CCP)**
- La note de synthèse de l'opération
- Le dossier de site

Le dossier de consultation des entreprises est mis gratuitement à disposition de chaque candidat en téléchargement depuis la plate-forme de dématérialisation de l'APIJ :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2717183&orgAcronyme=d3f>

Le téléchargement du dossier pourra se faire librement sans inscription préalable sur la plate-forme. Une assistance en ligne y est accessible.

Toutefois, l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en l'absence d'inscription auprès de la plateforme, ils ne seront pas automatiquement informés des éventuelles modifications et compléments apportés au dossier.

Article 4. Présentation des offres

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Le pli est composé de deux dossiers.

4.1 Dossier de candidature

Documents à fournir permettant au pouvoir adjudicateur de vérifier que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché

Ce dossier devra renseigner sur la :

Situation juridique du candidat

1. Une **lettre de candidature** complétée, avec, en cas de groupement, la désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1 version du 01/04/2019) ;
2. Si le **candidat est en redressement judiciaire** au sens de l'article L.631-1 du code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Capacités financières

3. Une **déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant l'objet du marché**, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2 version du 01/04/2019).

Les candidats sont également invités à compléter l'annexe 1 au présent RC Cadre de réponse candidature.

Capacités professionnelles et techniques

4. Les **effectifs moyens annuels** du candidat pour chacune des trois dernières années.

Les candidats sont également invités à compléter l'annexe 1 au présent RC Cadre de réponse candidature.

5. Indication des **titres d'études et professionnels**, des cadres et responsables de prestation de même nature que celle du présent marché.
6. Une **liste de 5 références** de moins de trois ans significatives et appropriées à l'objet de la présente consultation ou à un objet d'importance et de complexité comparable.

Pour chaque référence, le candidat précisera **dans l'annexe 1 au présent RC « Cadre de réponse candidature » prévu à cet effet** :

- Nature/objet de l'opération
- identification du maître d'ouvrage (dénomination complète avec coordonnées)
- Localisation
- surfaces
- calendrier de l'opération et date de livraison
- montant en euros (H.T.) des travaux
- montant en euros (H.T.) de la mission réalisée

Les prestations les plus importantes pourront utilement être appuyées par des attestations de bonne exécution des prestations réalisées, précisant si elles ont été menées régulièrement à bonne fin. Toute documentation commerciale est proscrite.

Si le candidat ou chaque membre du groupement transmet plus de 5 références, seules les 5 premières seront examinées dans l'ordre de présentation.

7. Les **agréments ministériels** en cours de validité (missions L,S,P,PS,P1,F, Ph, Th, Hand, Brd, Av, GTB, ENV, Hys, HS) prouvant la capacité de candidat à assurer des missions de contrôle technique (conformément à l'article [L125-3](#) du code de la construction et de l'habitation) ou tout document équivalent pour les candidats étrangers.

Si les candidats sont dans l'impossibilité de produire les documents au titre de la candidature (entreprise de création récente essentiellement), ils peuvent justifier de leurs capacités financières et de leurs références professionnelles par tout autre moyen.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement est globale.

Les candidats ne disposant pas de capacités financières, techniques et professionnelles suffisantes seront éliminés.

Le candidat indiquera une adresse courriel valide pour toute la durée de la consultation. Cette adresse constituera le media unique pour l'ensemble des échanges le cas échéants. Un interlocuteur identifié prendra en charge la responsabilité de traitement de toute correspondance.

4.2 Dossier d'offre

Un projet de marché comprenant :

1. L'**acte d'engagement** complété, accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous- traitants désignés au marché (cf. **l'annexe 2 à l'AE** : modèle d'acte de sous-traitance). Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder. L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 10.1 du CCP, ils doivent le préciser à l'article 8 de l'acte d'engagement. et annexes :
 - a. Annexe 1 : Relative aux personnes physiques responsables par éléments de mission au sens du CCTG – contrôle technique
 - b. Annexe 2 : Formulaire d'agrément des sous-traitants
2. La **Décomposition du Prix global et Forfaitaire** (DPGF) par mission et par cotraitants, complétée, cadre à accepter sans modifications, *au format Excel et pdf*. Tous les frais y compris frais de déplacement sont à inclure dans le montant de l'offre.
3. Le cadre de réponse des **temps passés prévisionnels** (annexe 2 du présent RC, dûment complétée, *au format Excel et PDF*).

Un mémoire technique portant sur :

4. Les **moyens humains** avec
 - a. La liste nominative sous forme d'organigramme, des différents intervenants, y compris les spécialistes, qui seront affectés à l'exécution du marché, au regard des spécificités de l'opération ;
 - b. La présentation de leur curriculum vitae présentant notamment leurs expériences et leurs références respectives (conception-réalisation et site occupé notamment). Cette liste doit reprendre exactement les personnels qui seront affectés à l'exécution du marché ;

- c. Les tâches qu'il est prévu de confier à chacun d'entre eux, et la répartition des compétences spécifiques au sein des différents intervenants au regard des spécificités de l'opération.
5. La **méthodologie** adoptée en vue d'assurer les prestations de chacune des missions sur l'ensemble du périmètre du marché.

La remise de ce mémoire est obligatoire. L'offre sera déclarée non conforme en cas d'absence de remise du mémoire.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les informations contenues dans le mémoire constitueront le principal élément d'analyse de la valeur technique des offres dans les conditions fixées à l'article 5.2 du présent Règlement de la Consultation.

Article 5. Classement des offres

5.1 Jugement des candidatures

Conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique, les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.

Nota : Toutes les pièces demandées pour apprécier la candidature doivent être présentées par le ou les candidats. En cas de document manquant à ce stade, il pourra être demandé aux candidats concernés de compléter le contenu de leur dossier de candidature.

Nota : l'APIJ se réserve la possibilité d'analyser les offres avant les candidatures et d'analyser en conséquence la candidature du seul candidat pressenti attributaire à l'issue de l'analyse des offres.

5.2 Jugement des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera désignée après application des critères énoncés ci-dessous :

Critères	Coefficient de pondération
1 – Prix des prestations (30%) , apprécié sur la base du montant forfaitaire mentionné à l'article 3 de l'acte d'engagement	30%
2 - Valeur technique de l'offre (70%) au regard de : <ul style="list-style-type: none"> - La qualité et la pertinence de l'équipe proposée, notamment l'expérience professionnelle des intervenants affectés à l'exécution de la mission ainsi que la répartition des tâches entre les différents intervenants, telle qu'elle résulte du contenu du mémoire technique. - La qualité et la pertinence de la méthodologie telle qu'elle résulte du contenu du mémoire technique. - La pertinence et la cohérence de la répartition du temps passé prévisionnel pour l'exécution de chaque mission du contrôleur technique telle qu'elle résulte du cadre de réponse des temps passés prévisionnels. 	 30% 10% 30%

Dans le cas où des erreurs arithmétiques ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre, le candidat sera invité à confirmer le montant de ce prix rectifié, ce dernier sera alors pris en compte pour le jugement des offres.

Si le prestataire est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant.

5.3 Négociations

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition notamment financière.

Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par l'acheteur, celui-ci se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du Code de la commande publique.

Conformément à la spécificité de la procédure adaptée, la négociation au titre du présent marché demeure facultative. L'acheteur se réserve également le droit d'attribuer directement le marché, sans négociations, sur la base des offres initiales.

En cas de négociation, l'acheteur pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles avec tout ou partie des candidats, voire avec un seul, en vue d'optimiser la ou les propositions jugées les plus intéressantes.

Il se réserve également la possibilité d'écarter de la négociation les candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable.

Cette négociation pourra, dans le cas le plus simple, se réduire à un échange de mails ou, si nécessaire, donner lieu à une, voire plusieurs rencontres de chacun des candidats invités à négocier, ces rencontres donnant lieu à un relevé des conclusions garant de la traçabilité des échanges intervenus.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement, le marché étant attribué au candidat dont l'offre sera classée première.

Un nouvel acte d'engagement prenant en compte les modifications éventuellement apportées à l'offre initiale devra alors être signé.

Article 6. Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les dossiers de candidatures et d'offres devront **OBLIGATOIREMENT** être adressés par **voie électronique** sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur (plateforme PLACE), à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AdvancedSearch&AllCons&id=2717183&orgAcronyme=d3f>

Elles devront, dans tous les cas, parvenir à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus et seront détruits.

Nous vous invitons à prendre en compte les délais de téléchargement et les prérequis de la plateforme PLACE.

Modalités selon lesquelles est sécurisée la procédure électronique de passation du marché formalisé du pouvoir adjudicateur :

- a) L'acte d'engagement doivent être signés au moyen d'un certificat électronique conforme au référentiel général de sécurité (Rgs) niveaux ** ou *** rgs, conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Il est rappelé que ces documents doivent être signés par une personne habilitée à engager l'entreprise. Le certificat doit donc être établi au nom de la personne physique signataire des documents et habilitée à engager l'entreprise. La signature manuscrite scannée est assimilée à une photocopie et ne peut remplacer la signature électronique.

Les catégories de certificats conformes au RGS sont disponibles sur les listes de confiance aux adresses suivantes :

- <http://references.modernisation.gouv.fr/> : liste de confiance française
- http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/ : liste de confiance d'un autre Etat-Membre de l'union européenne

Si le candidat utilise un certificat non référencé sur une liste de confiance, il doit fournir tous les éléments nécessaires à sa vérification.

Les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés. Les formats de signatures acceptés sont Xades, Pades et Cades.

La liste exhaustive des formats bureautiques autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, PDF, .doc et .xlsx.

- b) Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

« copie de sauvegarde ». L'enveloppe contenant l'offre du candidat devra ainsi porter la mention :

**« APIJ – RELOGEMENT PROVISOIRE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PERPIGNAN – MISSION DE
CONTROLE TECHNIQUE (CT) - COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR »**

Elle devra ensuite :

- soit être déposée - du lundi au vendredi, sauf jour férié - (9h30 à 12h, 14h00 à 17h00) contre récépissé à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – 57-77 Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.
- soit être adressées par voie postale sous pli recommandé avec A.R. à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – Service juridique et des marchés – 57-77 Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.

La copie de sauvegarde peut être remise électroniquement. Le cas échéant, en cas de transmission par voie électronique, la remise s'effectue selon les modalités suivantes :

- La lettre recommandée électronique :
 - Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : liste- produits-et-services-qualifies.pdf (ssi.gouv.fr)
 - Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : eIDAS Dashboard (europa.eu)
- Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

La copie de sauvegarde est ouverte :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de la malveillance du programme est conservée par le pouvoir adjudicateur.
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou bien n'a pas pu être ouverte, sous réserve que celle-ci soit parvenue dans les délais.

Assurance et frais de transport

Les candidats sont responsables de l'assurance des prestations demandées pendant leur envoi à l'organisateur de la consultation. Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. Les frais de transport des prestations des candidats sont pris en charge par eux –mêmes.

Article 7. Renseignements complémentaires

Il est à noter que toute demande de renseignement complémentaire sera adressée au plus tard 7 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres sur la plateforme de dématérialisation PLACE.

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2717183&orgAcronyme=d3f>

Si le pouvoir adjudicateur le juge pertinent, une réponse pourra être formulée, et elle sera dans ce cas adressée à tous les concurrents.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 8. Documents à remettre par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché

En application des articles R.2143-6 à R. 2143-9 et R.2143-16 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 22/03/2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, la production de documents suivants sera exigée du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur.
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois.
- la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

1° Sa date d'embauche

2° Sa nationalité

3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Article 9. Voies de recours

La présente procédure est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif :

- Le recours prévu à l'article L.551-1 du Code de justice administrative avant la signature du marché
- Le recours prévu à l'article L.551-13 du Code de justice administrative, au plus tard 31 jours après la publication de l'avis d'attribution du marché
- Un recours de pleine juridiction dans un délai de deux mois à compter de la date de publication d'un avis d'attribution ou de la date de notification au candidat du rejet de son offre